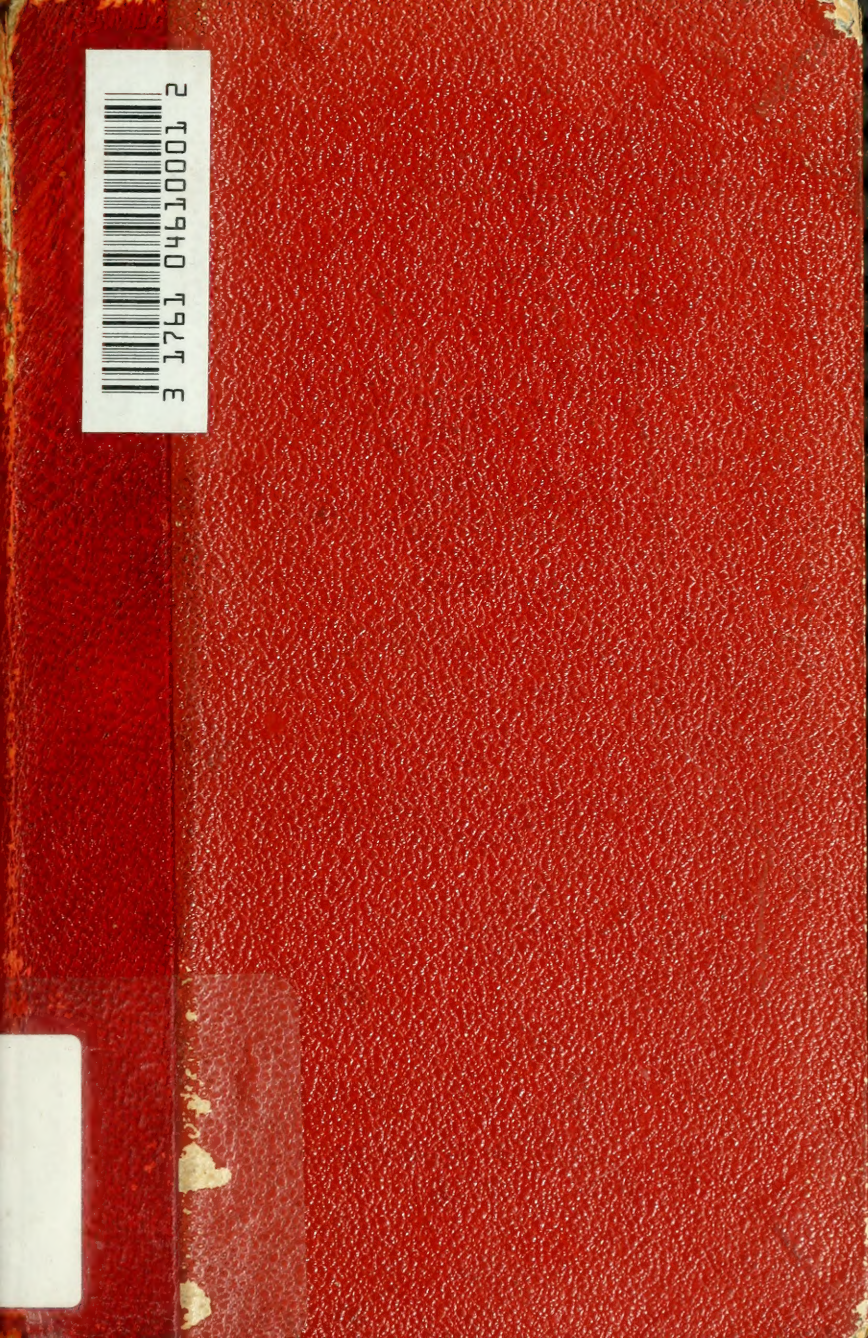
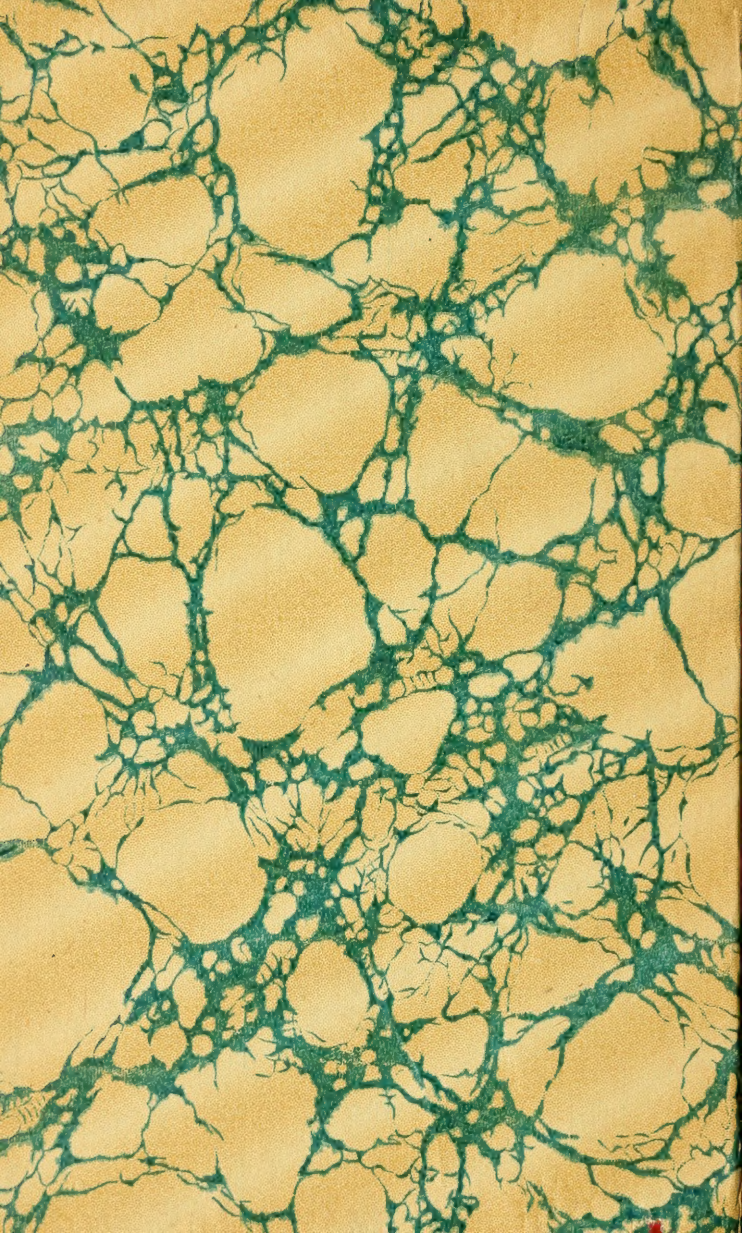
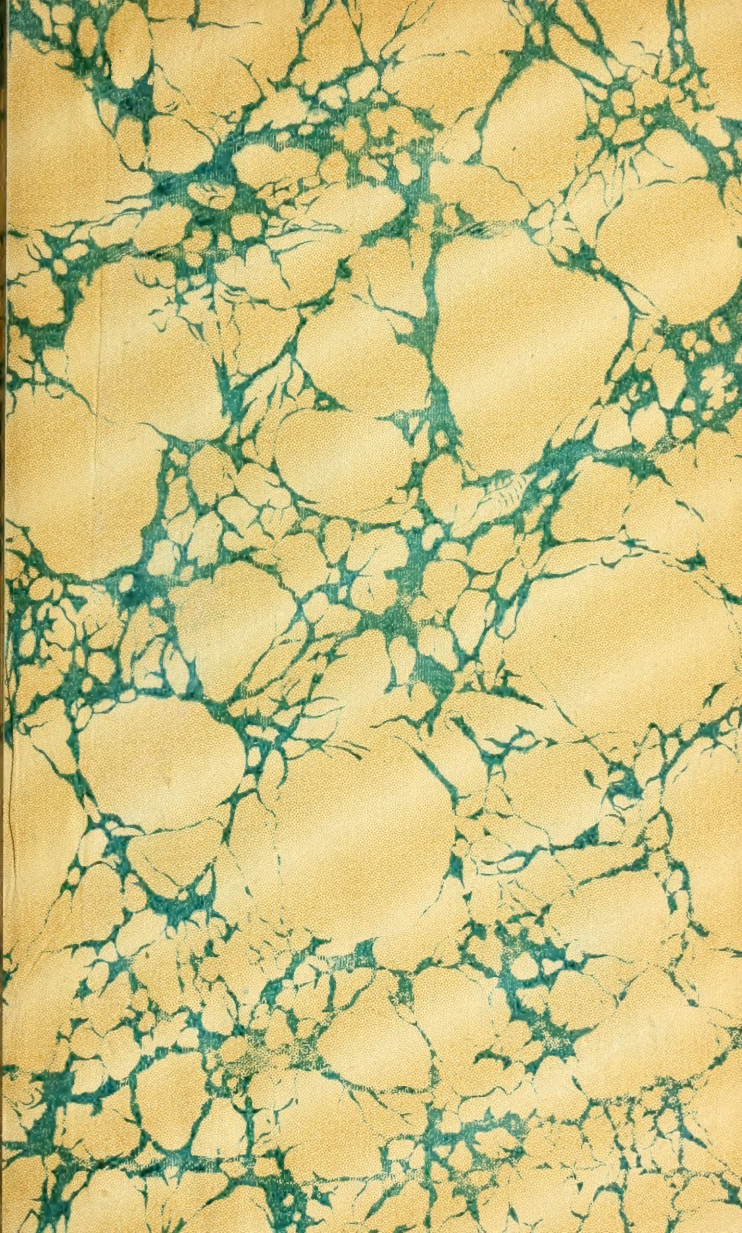






HERMANN FERNAU

---

# LA VÉRITÉ ALLEMANDE DEVANT L'HISTOIRE

PAR

UN CITOYEN ALLEMAND






GEORGES CRÈS & Cie — ZURICH - PARIS

— 1917 —

## NOTE DE L'ÉDITEUR

---

L'ouvrage de M. Hermann Fernau a paru en allemand sous le titre *Durch! zur Demokratie!* (Bern-Bümpliz 1917).

Au moment de sa publication, la révolution russe n'avait pas encore éclaté, et l'Amérique n'était pas encore entrée en guerre.

---

# La Vérité allemande devant l'histoire

*Nous n'avons pas de tribunal à craindre.*
BETHMANN HOLLWEG.
(Discours du 9 novembre 1916).

La tâche des futurs historiens allemands sera suprêmement ingrate et ardue. Comment en effet pourront-ils expliquer l'enthousiasme, la stupéfiante solidarité et la foi immuable en la justice et la sainteté de la cause allemande qui animaient le peuple allemand au début de cette guerre mondiale ? Eux qui ne seront plus soumis à la censure chargée d'assurer la trêve civique, c'est-à-dire à la tutelle de l'état-major général allemand, vont-ils s'en tenir sérieusement aux idées aujourd'hui prescrites en Allemagne sur la nécessité et l'origine de cette guerre mondiale ? Ou bien vont-ils les rejeter comme insoutenables au point de vue historique, en s'appuyant sur le dossier accablant des preuves qui existent dès aujourd'hui ? Et, dans l'hypothèse où leur amour de la vérité les y contraindrait, comment pourront-ils faire bien comprendre à la postérité que l'Allemagne

ne partit pas alors en guerre dans un sentiment de douleur et de consternation, mais la joie dans l'âme, comme si elle allait à une fête ?

Je crains que les historiens allemands de l'avenir ne puissent parcourir les journaux allemands (tout particulièrement les journaux humoristiques) des premiers mois de guerre sans s'étonner et s'indigner, tant ils trouveront déplacée, foncièrement non-allemande, et barbare, l'idée bizarre du droit, l'ivresse de la victoire, le manque d'esprit critique et, disons le ouvertement, la hâblerie grandiloquente des organes et des hommes en vue, au regard de la vérité historique toute nue.

Et leur étonnement indigné deviendra secrète douleur ou révolte débordante lorsqu'ils auront examiné la question : Fallait-il que cela fût ? La guerre mondiale était-elle vraiment inévitable ? Délivrés qu'ils seront du joug de la censure et uniquement occupés à enregistrer sans parti pris la vérité historique, ils auront bientôt fait d'y répondre : Non, il n'était pas nécessaire que cela fût ! Les choses auraient pu suivre un autre cours !

Car enfin : pourquoi l'Allemagne dut-elle déclarer la guerre à la Russie le 1er août 1914 ? Parce que l'héritier du trône autrichien avait été assassiné à Séravejo ? Personne ne considère ce meurtre comme un motif de guerre en soi, car personne ne peut imaginer qu'il y ait jamais eu dans l'Europe civilisée des hommes pour admettre que la vie d'un prince valait des millions de vies humaines ordinaires. Les futurs historiens allemands ne comprendront de toute façon pas pourquoi on a prétexté ce meurtre pour adresser à la Serbie l'ultimatum qui a mis le char de la guerre

en mouvement. Lorsque le président français Carnot fut assassiné à Lyon, en 1894, par un anarchiste italien, vint-il à l'idée de quelqu'un, en France, de dire que les Italiens étaient une « sale clique » (c'est ainsi que les hommes d'état et les journalistes austro-hongrois dénommèrent alors les Serbes) et qu'il fallait mettre sur pied « une expédition de châtiment » ? Lorsque l'impératrice Elisabeth d'Autriche fut assassinée au bord du lac de Genève par un autre anarchiste italien, en 1898, qui donc songea, en Autriche, à envoyer un ultimatum à la Suisse, sous prétexte que le Conseil fédéral suisse faisait de l'agitation contre l'Autriche et appuyait le mouvement irrédentiste en Italie ? Personne. Le monde s'indigna de ces attentats, les meurtriers furent châtiés, et chacun comprit que c'était là la seule conclusion possible.

Or donc, le fait d'avoir pris occasion du meurtre de Sérajevo en 1914 (meurtre qui d'ailleurs *n'a pas* été commis par des Serbes, mais par des sujets autrichiens sur sol autrichien) pour engager une action diplomatique contre la Serbie, ce fait mérite condamnation de prime abord, du point de vue du droit. Car un Etat qui formule de telles exigences sur un ton semblable à cause d'un événement de cette nature ne peut passer pour pacifique ; il sait d'avance que sa manière d'agir ne peut manquer de susciter un danger de guerre.

« Ce ne fut pas l'assassinat du prince à Sérajevo qui fut la cause de la guerre mondiale », telle sera la réponse que les historiens à venir trouveront dans les annales allemandes de l'histoire de la guerre. « Si l'Allemagne se vit forcée de déclarer la guerre à la

Russie le 1er août 1914, ce fut par loyalisme envers son alliée l'Autriche. Le meurtre de Sérajevo ne fut qu'un symptôme extérieur des menées serbes et russes qui depuis longtemps déjà menaçaient l'Autriche dans sa situation de grande puissance mondiale. La Serbie se sentait forte de l'appui de la Russie. Comme nous étions les alliés de l'Autriche, nous ne pouvions pas tolérer cette menace, et force nous fut de lui prêter secours contre la Russie, puisque la Russie s'immisça de sa propre autorité dans le conflit austro-serbe. Telle fut l'origine de la guerre mondiale. »

Cette explication n'a de valeur aux yeux des historiens en quête de la vérité que si elle peut être corroborée par des preuves. Mais c'est en vain que les historiens à venir chercheront des preuves positives de la menace serbe et russe. Parmi les nombreux actes diplomatiques, ils ne pourront pas exhiber un seul document d'où il ressorte sans conteste que la Russie ait effectivement engagé les Serbes à résister à l'Autriche par les armes ; ils ne pourront pas davantage trouver un document probant d'où il ressorte que le meurtre de Sérajevo a été prémédité d'accord avec le gouvernement serbe ou russe. Il leur faudra, au contraire, voir dans le numéro 40 du Livre orange russe, et dans la réponse, extrêmement conciliante, que la Serbie donna à l'ultimatum autrichien, des preuves certaines que la Russie conseilla la modération aux Serbes et que la Serbie a suivi ce conseil. Car on ne saurait guère imaginer de réponse plus conciliante que celle que cette dernière fit à l'Autriche.

Sans doute, presque toutes les versions allemandes prétendent que l'Autriche-Hongrie était menacée

directement[1], mais cette menace n'est, comme je l'ai déjà dit, confirmée par aucune preuve historique solide et, en second lieu (ce qui est encore plus important), rien de sérieux ne nous autorise à croire que l'Autriche ne serait pas rentrée dans ses droits à meilleur compte et de façon plus sensée en déférant la chose à un tribunal d'arbitrage qu'en faisant tuer des millions d'hommes.

Les futurs historiens allemands, qui du reste connaîtront mieux que nous la psychologie des cas Prochaska, Friedjung, etc., ne pourront manquer de mettre en doute les assertions de la diplomatie autrichienne, qui parle constamment de « menées », sans preuves tangibles.

Pour ce qui est du loyalisme de l'Allemagne vis-à-vis de son alliée l'Autriche, force leur sera d'avouer que ce loyalisme a été en fait plus que loyal, qu'il a été encombrant. Car l'Allemagne n'a pas seulement adressé à la Russie un ultimatum fixant un délai de douze heures, et cela au moment où l'Autriche elle-même s'était déjà déclarée prête à reprendre les négociations avec la Russie (Livre rouge n[os] 55, 56), elle n'annula pas seulement par là les velléités pacifiques que l'Autriche manifesta ainsi à la dernière minute, mais elle alla jusqu'à déclarer la guerre à la Russie, cinq jours pleins avant l'Autriche tant menacée. Impossible, vraiment, d'être plus loyal !

[1] Pour ne prendre qu'un exemple sur cent : le professeur Herm. Oncken écrit (*L'Allemagne et la guerre mondiale*, Berlin 1915, p. 540) : « Il ne pouvait en être autrement : il fallait que la Grande Puissance, si gravement lésée, qui si longtemps avait patiemment supporté cette menace, relevât la tête à ce moment. Ce n'était pas une question de prestige extérieur, mais sa propre existence qui était en jeu, si elle tolérait cette agression. » Quelles preuves juridiquement plausibles le prof. Oncken peut-il apporter que l'« *existence* de l'Autriche était en jeu » ?

Malheureusement, les futurs historiens allemands ne pourront que mettre en doute la sincérité de ce « loyalisme à la Nibelungen », pour peu qu'ils pénètrent plus avant dans l'histoire de la guerre. Car lorsque, le 23 mai 1915, l'Italie déclara soudainement la guerre à l'Autriche, l'Allemagne, si loyale envers son alliée, ignora tout de ce nouveau danger, infiniment plus grave, qui menaçait son alliée. L'existence de l'Autriche et sa situation de grande puissance mondiale étaient-elles moins menacées du fait de l'Italie que de celui de la Serbie ? Qui connaît les idées abstruses des diplomates d'alors ? Le fait est que l'Allemagne ne déclara pas la guerre à l'Italie. Ou bien — telle sera l'induction des futurs historiens allemands — nous avons été loyaux envers notre alliée l'Autriche en tout bien et tout honneur, et alors notre attitude vis-à-vis de l'Autriche, en mai 1915, équivaut à une violation du traité d'alliance ; ou bien notre loyalisme n'a été qu'un mensonge de diplomate, et alors nos aïeux, s'ils voulaient véritablement la paix, auraient pu assister impassibles à la lutte de l'Autriche contre la Serbie et la Russie, tout comme ils assistèrent plus tard, impassibles, à la lutte de leur alliée contre l'Italie.

De tout cela, il appert, semble-t-il, que la vraie cause de la guerre mondiale ne peut être ni l'assassinat du prince à Sérajevo, ni les menées serbo-russes constamment invoquées, mais jamais prouvées, ni non plus le loyalisme de l'Allemagne vis-à-vis de son alliée l'Autriche. Il est inadmissible que nos ancêtres aient pu déclarer la guerre à la moitié du monde sans avoir été effectivement et palpablement attaqués,

diront les historiens allemands à venir. Même si l'on admet qu'ils aient aimé la guerre en soi, ils n'ont tout de même pas pu pousser la présomption jusqu'à attaquer quatre Etats à la fois. Il est apparent qu'il a fallu une attaque directe contre notre pays, une atteinte effective portée à notre dignité nationale, bref, un attentat palpable dont notre patrie a été victime, pour nous conduire à la guerre.

Oh ! le voici donc, le vrai *casus belli* (Livre blanc, p. 14) : « Avant toutefois que nous ayons pu recevoir la nouvelle que cette instruction avait été exécutée, des troupes russes franchirent nos frontières — et cela dès l'après-midi du 1er août — . . . et s'engagèrent sur territoire allemand. » Il est clair que nous ne pouvions tolérer cela. Sans doute, la déclaration de guerre de l'Allemagne a été motivée par cette incursion russe. Examinons les choses de plus près. Nous nous reportons à la déclaration de guerre officielle de l'Allemagne à la Russie (Livre blanc, document 26). Eh quoi ? Elle est datée du 1er août 1914, 12 heures 52 minutes de l'après-midi ? Comment pouvait-on savoir à Berlin, à midi 52 minutes, que des troupes russes avaient franchi la frontière allemande « dans l'après-midi » du même jour ? — Eh quoi encore ? La déclaration de guerre allemande n'est nullement motivée par une incursion de troupes russes ! « Puisque la Russie s'est refusée à tenir compte de cette sommation (l'interruption des mesures militaires), et a prouvé par ce refus que ses actes ont été dirigés contre l'Allemagne, j'ai l'honneur, etc., etc.... » Ce ne furent donc pas les incursions russes (p. 14), qui nous ont contraints à faire la guerre à la Russie, mais (p. 46, documents 26, 27) le refus de la Russie de se confor-

mer à l'ultimatum qui lui était adressé? Cette contradiction dans les documents officiels allemands donne terriblement à réfléchir. Le gouvernement allemand ne savait-il donc pas la véritable raison pour laquelle il lui fallait déclarer la guerre à la Russie? Les troupes russes ont-elles vraiment franchi nos frontières, ou bien n'avons-nous déclaré la guerre à la Russie que parce qu'elle s'était refusée à répondre à un ultimatum qui était forcément blessant, ne fût-ce qu'à cause du court délai accordé? Quelle étrange contradiction, dans une question si passionnément sérieuse!

Cette contradiction nous fait conjecturer que nous n'avons pas déclaré la guerre à la Russie parce que nous devions le faire, mais parce que nous le *voulions*. Cette conjecture devient certitude si l'on examine un article officiel qui parut le 27 mai 1916 dans le *Pester Lloyd* (organe officieux du gouvernement austro-hongrois à Budapest). En réponse à un discours de l'ancien ministre anglais Grey, où ce dernier avait fait ressortir que la guerre aurait été évitée si l'on avait accepté ses propositions de conférence diplomatique (Livre bleu anglais 67, 84, 101, 103), il est écrit ceci : « Combien grande et immuable était notre résolution de vider notre différend avec la Serbie, de façon à écarter une fois pour toutes la criminelle menace qu'elle constituait pour notre tranquillité, Sir Edward Grey en pourra juger à cette affirmation que nous faisons *en toute sincérité* : même si le gouvernement russe s'était abstenu de mobiliser, ou avait interrompu sa mobilisation, secrètement poursuivie malgré ses assurances et ses protestations hypocrites, l'Autriche-Hongrie ne serait allée à aucune confé-

rence, mais elle aurait insisté pour vider sa querelle avec la Serbie, sans se laisser importuner par des tiers, et conformément aux nécessités de sa sécurité à venir. »

Même si la Russie s'était abstenue de mobiliser, ou avait interrompu sa mobilisation ! — Tous les doutes sont ainsi levés. Car ce ne sont plus les ennemis de l'Allemagne qui prétendent cela, c'est un organe officieux du gouvernement austro-hongrois qui fait « cette affirmation en toute sincérité. » Cette affirmation est, à nos yeux, un document historique, d'où il appert, avec une clarté malheureusement indéniable, que l'Autriche a bel et bien voulu la guerre, avec l'appui de l'Allemagne.

* * *

Et qu'en était-il de la France ? Nous ne comprenons sans doute pas comment le gouvernement allemand pouvait avoir alors l'idée fixe qu'une guerre avec la Russie était inévitable ; mais nous comprenons encore bien moins pourquoi il fallut également qu'elle déclarât la guerre à la France (et malheureusement aussi, par conséquent, à la Belgique). Nous pouvons nous reporter pour ceci au discours du chancelier allemand du 4 août 1914, où il a été dit ceci :

« Des aviateurs jetant des bombes, des patrouilles de cavalerie, des compagnies pénétrant sur terre d'em pire ! La France a par cela violé la paix, quoique l'état de guerre n'existât pas encore, et elle nous a effectivement attaqués. » Aucun doute ne semble plus possible : nous avons été « effectivement attaqués » — le chancelier nous en donne la solennelle

assurance. Il est vrai que nous sommes un peu interloqués lorsque le chancelier concède dans la phrase suivante du même discours que nous avons nous-mêmes franchi la frontière française *dès avant* la déclaration de guerre : «Quant aux plaintes de la France, relatives aux violations de frontières que nous aurions commises, nous ne pouvons convenir que d'une seule. Malgré les ordres formels, une patrouille du XIV^e corps d'armée, apparemment dirigée par un officier, a franchi la frontière le 2 août.» Le chancelier cherche à atténuer l'importance de ce fait en continuant ainsi :

« Mais bien avant que cette unique violation de frontière ait eu lieu, des aviateurs français, poussant jusqu'au-dessus de l'Allemagne du Sud, ont jeté des bombes sur nos voies ferrées. »

On ne pourra pas nous en vouloir de chercher ici aussi des preuves irréfutables de cette « attaque effective», puisqu'il nous a déjà fallu constater l'inexactitude des versions allemandes dans la question des violations de la frontière russe. Nous constatons d'abord que la déclaration de guerre de l'Allemagne, que M. von Schön remit à Paris le 3 août 1914, à 6 h. 45, ne souffle pas mot des violations de frontière proprement dites, mais ne se base que sur les raids d'aviateurs également invoqués par le chancelier :

« Les autorités administratives et militaires allemandes ont constaté un certain nombre d'actes d'hostilité nettement caractérisés, commis par des aviateurs français sur territoire allemand. Plusieurs de ces derniers ont manifestement violé la neutralité de la Belgique en survolant le territoire de ce pays. L'un d'eux a essayé de détruire des constructions près de Wesel,

d'autres ont été aperçus au-dessus de la région de l'Eifel, un autre a jeté des bombes sur les voies ferrées près de Karlsruhe et de Nuremberg. Je suis chargé et j'ai l'honneur, etc... » (Livre jaune français, nº 147).

Le chancelier allemand aurait pu sensiblement faciliter nos recherches en donnant des dates et en ajoutant quelques détails. Malheureusement il n'en est pas trace dans son discours. Nous avons donc été contraints d'examiner attentivement les journaux de Wesel, de Karlsruhe et de Nuremberg, parus entre le 25 juillet et le 3 août 1914. Travail d'autant plus fastidieux que nos recherches n'ont malheureusement *abouti à aucun résultat*. Aucun de ces journaux ne contient d'allusion à des aviateurs français qui auraient jeté des bombes. Peut-on admettre qu'ils aient passé sous silence un événement aussi bruyant ? Mais nous ne sommes pas les seuls à avoir cherché des preuves à l'appui du motif de guerre invoqué par le chancelier et l'ambassadeur d'Allemagne. Des Allemands sincèrement patriotes ont, déjà pendant la guerre, fait une enquête dans ce sens, et, en désespoir de cause, ont demandé des renseignements directement aux autorités allemandes. L'un d'eux, M. le Dr Schwalbe, éditeur de la *Revue hebdomadaire allemande de médecine*, à Munich, a reçu les renseignements suivants des autorités nurembergeoises, en réponse à sa question (cette réponse, datée du 3 avril 1916, a été publiée par le Dr Schwalbe, dans le numéro du 18 mai 1916 de sa revue hebdomadaire) :

« Le général commandant la IIIe région de corps d'armée bavaroise n'a pas connaissance que des aviateurs ennemis aient jamais lancé de bombes, soit avant, soit après la déclaration de guerre, sur les voies

ferrées Nuremberg-Kissingen et Nuremberg-Ansbach. Toutes les assertions et toutes les informations de presse qui ont rapporté ces faits ont été prouvées erronées. »

Prouvées erronées ! C'était donc une fable que le motif même de la déclaration de guerre à la France ? Nous n'avons donc pas déclaré la guerre à la France parce qu'elle nous avait « effectivement attaqués », mais parce que nous *voulions* l'attaquer sous des prétextes mensongers ? Tout cela n'était donc que fiction inventée de toutes pièces ? Il est angoissant d'imaginer qu'il y a eu au XX^e siècle des gens pour inventer des fictions pareilles et proclamer solennellement, d'une haleine : « Messieurs, nous sommes maintenant en cas de légitime défense ! Et nécessité ne connaît pas de loi ! »

A l'est, incursions de troupes russes ; à l'ouest, bombes d'aviateurs jetées sur des voies ferrées de l'Allemagne du Sud. A l'est, contradiction saisissante entre le discours du chancelier et la déclaration de guerre officielle de l'Allemagne. A l'ouest, contradiction encore plus flagrante entre deux phrases successives du même discours du chancelier. Ici, l'affirmation faite « en toute sincérité » par un journal très officieux que l'on était dès l'abord résolu à ne pas accepter de conférence, c'est-à-dire à déchaîner la guerre sans rime ni raison. Là, l'affirmation non moins catégorique des autorités allemandes que « l'attaque effective », invoquée par le chancelier allemand pour déclarer la guerre à la France, est une fiction inventée de toutes pièces par le gouvernement allemand !

Ce chancelier est vraiment une singularité dans l'histoire du monde.

Tout cela ressort d'ailleurs des discours que M. von Bethmann Hollweg a prononcés au cours de la guerre mondiale.

C'est ainsi qu'il a dit dans son fameux discours du 9 novembre 1916 : « L'acte qui a rendu la guerre inévitable est la mobilisation de la Russie, qui fut décrétée dans la nuit du 30 au 31 juillet. » Nous avouons ne pas comprendre comment on pouvait encore tenir un pareil langage au peuple allemand après vingt-sept mois de guerre. Il est pourtant clair que la mobilisation en Russie, en Autriche, en Allemagne et en France n'a été que l'aboutissant de huit jours de négociations préalables, c'est-à-dire l'acte final du grand drame mondial, dont le prélude commença dès le 23 juillet avec la remise de l'ultimatum à la Serbie. Pas plus que l'on ne peut brider un cheval par la queue, on ne peut faire commencer la représentation d'un drame par son acte final.

Ici, moins que nulle part ailleurs, car l'introduction du Livre blanc allemand contient déjà (page 6) ces mots caractéristiques : « Nous nous rendions parfaitement compte (en consentant à ce que l'Autriche adressât un ultimatum) que tout acte belliqueux de l'Autriche-Hongrie ferait surgir en scène la Russie et pourrait ainsi nous entraîner dans une guerre, conformément à nos obligations d'alliés. » Cette phrase n'indique-t-elle pas clairement que, *dès le 23 juillet 1914*, on avait soigneusement et délibérément envisagé les risques d'une guerre européenne ? L'Autriche avait déjà déclaré la guerre à la Serbie et l'avait commencée par le bombardement de Belgrade longtemps avant que la mobilisation russe eût été décrétée. Le gouvernement allemand avait, de son côté, décliné

deux propositions de médiation anglaises et deux russes, et, en outre, frauduleusement intercepté (impossible, malheureusement, de se servir ici d'autres mots) une proposition émanant directement du tsar russe (visant à soumettre le conflit austro-serbe au tribunal d'arbitrage de La Haye).

La discussion de la question de culpabilité doit donc avoir pour point de départ ces quelques mots de la phrase sus-mentionnée : « nous nous rendions parfaitement compte », si l'on veut être impartial et consciencieux [1]. Il est inadmissible que l'on extraie la seule mobilisation russe de la surabondance des événements et qu'on en parle comme d'une chose en soi, car cela fait aussitôt soupçonner qu'on laisse volontairement de côté les événements antérieurs qui ont déterminé la mobilisation.

Mais même si, pour faire plaisir au chancelier, nous voulons bien considérer un instant la mobilisation générale russe comme un fait en soi, nous ne pouvons encore pas être de son avis. Le chancelier a

[1] Mon livre *Précisément parce que je suis Allemand !* (chez Payot & Cᵉ, Lausanne, 1916) formule (pp. 63-69) quelques-unes des questions préalables qu'il faut se poser avant de procéder à la discussion de la mobilisation russe. — Voir aussi, à ce propos, aux pp. 53-57 du même livre, la réponse à une brochure du Dʳ Helfferich. (La version de M. von Bethmann Hollweg est du reste contredite par son collaborateur Helfferich, d'après lequel la mobilisation russe aurait été décrétée « le 31 juillet, de bonne heure dans la matinée. ») — Quant au Livre blanc allemand, il y est dit (p. 13), que la mobilisation générale de la Russie fut décrétée « dès le matin » (du 31 juillet). — Ainsi, à la question : Quand la mobilisation générale de la Russie a-t-elle commencé ? le Livre blanc allemand répond : le 31 juillet « au matin » ; le Dʳ Helfferich : « de bonne heure dans la matinée » du 31 juillet ; et le chancelier : « dans la nuit du 30 au 31 juillet » ! Trois versions allemandes officielles contiennent donc trois contradictions. Laquelle croire ?

dit : « Quant au caractère défensif de la mobilisation générale de la Russie, je tiens à constater expressément ici que, lorsque la guerre éclata en 1914, un certain ordre du gouvernement russe en date de 1912 était encore en vigueur, où il est dit textuellement ce qui suit : Sa Majesté ordonne que la proclamation de la mobilisation soit en même temps la proclamation de la guerre avec l'Allemagne. »

Pour faire plaisir au chancelier, nous renonçons encore à demander pourquoi il n'a exhibé ce document qu'après 27 mois de guerre, au lieu de faire ce que tout autre homme d'Etat eût fait à sa place, c'est-à-dire de l'invoquer aussitôt que le gouvernement allemand fut de tous côtés en butte à l'accusation d'avoir délibérément amené la guerre.

Admettons aussi un instant avec le chancelier que la mobilisation russe ait effectivement commencé plus tôt que la mobilisation autrichienue (il appert du Livre jaune, n° 115 et du Livre rouge, n° 53[1] que cette assertion est des plus contestables et qu'il ne peut de toute façon s'être agi que d'un écart de quelques heures). En dépit de toutes ces hypothèses, favorables à la thèse du chancelier, nous pouvons *toujours encore* prouver le non-fondé de l'assertion bethmannienne (comme quoi la mobilisation générale de la Russie aurait rendu la guerre inévitable, puisqu'elle aurait soi-disant équivalu à une déclaration de guerre) par quatre faits, auxquels aucun argument ne saurait être opposé :

Premièrement, par le télégramme suivant adressé

[1] Comparez à ce propos la présentation des faits dans le livre *J'accuse* (Payot & C°, Lausanne), p. 217, ainsi que J.W. Headlam, *Douze jours d'histoire mondiale* (Payot & C°), p. 211.

— alors que la mobilisation générale de l'Allemagne et de la Russie avait déjà été décrétée — par le tsar à Guillaume II :

« Pétrograd, 1er août 1914.

« J'ai reçu ton télégramme ; je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais je voudrais obtenir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient *pas* la guerre et que nous continuerons à traiter ensemble... »

(Cf. à ce propos la dépêche du tsar du 31 juillet, à la page 12 du Livre blanc).

Voici donc que le tsar renouvelle son assurance solennelle que la mobilisation *ne* signifie *pas* la guerre. Quel droit le gouvernement allemand avait-il, au point de vue moral et au point de vue du droit des gens, de mettre en doute l'assurance solennelle du tsar ? Pourquoi Guillaume II n'a-t-il pas répondu à ce télégramme en donnant la garantie sollicitée, mais en requérant de nouveau la démobilisation immédiate et en ajoutant ces mots, gros de conséquences :

« Jusqu'à ce que j'aie reçu cette réponse, je ne suis, à mon regret, pas en mesure de te donner satisfaction quant à l'objet même de ton télégramme. » (Livre blanc, p. 14) Pourquoi ?

Deuxièmement, la Russie et l'Autriche sont restées l'arme au pied à leurs frontières pendant des semaines, en 1908 et plus tard, sans que la mobilisation ait abouti à la guerre. Pourquoi ? Parce qu'aucun des diplomates qui négociaient n'avait alors l'intention secrète de déclencher la guerre. Voilà pourquoi les négociations se poursuivirent de part et d'autre malgré la mobilisation, tant et si bien que les conflits furent paci-

fiquement apaisés. D'ailleurs, l'ex-ministre autrichien, comte Berchtold, a lui-même expressément rappelé ces précédents historiques (Livre rouge, n° 17), pour rendre évident à tout le monde que la mobilisation, d'un côté ou de l'autre, ne signifiait pas la guerre.

Troisièmement, il n'était pas alors un enfant en Allemagne qui ignorât que précisément une mobilisation générale russe ne constituait aucunement pour l'Allemagne un danger aussi immédiat que von Bethmann Hollweg voudrait nous le faire croire. Par suite de l'étendue de son territoire et de l'insuffisance de ses communications par voies ferrées, il fallait à la Russie, pour la pleine mobilisation de ses forces, environ quatre fois plus de temps qu'aux autres Etats militaires européens. Cette circonstance, de nature à tranquilliser l'Allemagne, eût précisément dû permettre au gouvernement allemand d'attendre quelques jours, c'est-à-dire de poursuivre les négociations, sans le moindre danger pour lui.

Mais au lieu de voir dans la lenteur de la mobilisation russe une excellente occasion de prolonger les négociations de paix, le gouvernement allemand avait au contraire inscrit cette lenteur dans son plan de guerre comme facteur de la victoire escomptée. Le plan de guerre de l'Allemagne, tel que nous le connaissons aujourd'hui, reposa en fait (jusqu'à la bataille de la Marne) sur la lenteur de la mobilisation russe et la rapidité de la mobilisation allemande. Ce qui veut dire qu'il n'était, en sa première partie, aucunement dirigé contre la Russie, mais contre la France et la Belgique. Cela est si vrai que, se fiant à la lenteur de la mobilisation russe, on lança la masse principale des armées allemandes sur la Belgique et

la France, qu'on ne garnit la frontière de la Prusse orientale qu'avec des forces insuffisantes, qu'on perdit en conséquence la bataille de Gumbinnen, et qu'on dut abandonner la moitié de la Prusse orientale et retirer, au début de septembre 1914, d'importants contingents de France pour les envoyer contre la Russie et éviter une catastrophe en Prusse orientale.

La conséquence de tout cela fut la défaite de la Marne, la faillite du plan de guerre de l'Allemagne et la mise à pied de son auteur, Moltke

C'est donc un fait historiquement établi que l'état-major allemand considéra la mobilisation générale de la Russie comme si inoffensive pendant des semaines, et sa lenteur comme une chose si naturelle, qu'il édifia tout son plan de guerre sur cette donnée, et, loin de se tourner du côté de la Russie au lendemain de la déclaration de guerre, fonça droit sur la Belgique et la France. Et néanmoins, M. von Bethmann Hollweg a eu le front de présenter cette mobilisation à ses contemporains comme un ouragan de fer et de feu qui allait se déchaîner la seconde d'après et qui contraignait l'Allemagne, au péril de sa vie, à asséner partout ses coups, sans perdre de temps à réfléchir.

Enfin, quatrièmement, il faut mettre en vedette ce fait très particulier que l'Autriche elle-même (par égard pour laquelle le gouvernement allemand précipita tant les choses), encore qu'elle eût mobilisé à peu près en même temps que la Russie, n'en continua pas moins tranquillement d'entretenir des relations diplomatiques avec Petrograd (Livre rouge, n$^{os}$ 53, 55, 56) et ne déclara la guerre à la Russie que cinq jours après l'Allemagne elle-même.

Le caractère menaçant de la mobilisation russe (qui rendit la guerre inévitable, selon la version de M. von Bethmann Hollweg) est donc démenti : 1° par la déclaration solennelle et réitérée du Tsar russe; 2° par des précédents historiques et la mention qu'en a faite notre allié le comte Berchtold ; 3° par la structure et la mise à exécution du plan de guerre allemand, et 4° par l'attitude du gouvernement autrichien lui-même, à qui la mobilisation générale russe parut si peu dangereuse qu'il n'en poursuivit pas moins les négociations et ne déclara la guerre à la Russie que le 5 août.

Considérée à la lumière de ces faits historiques, la thèse du chancelier allemand ne nous paraît pas précisément logique ni plausible. Si, chose étrange, personne n'éleva alors de protestation dans l'empire allemand, c'est à cause de ce qu'on est convenu d'appeler la trêve civique. Nos ancêtres ont dénommé «trêve civique» ce système remarquable, grâce auquel le gouvernement allemand pouvait suspendre tout échange libre d'opinions et avoir *a priori* raison dans tous ses faits et gestes.

M. von Bethmann a encore dit ceci dans son discours : « Le Tribunal d'arbitrage de La Haye qu'il (Lord Grey) proposa en effet, peut au premier abord paraître une offre très sérieuse ; mais elle fut faite à un moment où les troupes russes s'étaient déjà mises en branle contre nous. » Cette phrase elle aussi nous montre quelle chose commode c'était que la trêve civique pour les hommes d'Etat allemands d'alors (dégagés de toute responsabilité vis-à-vis du peuple).

En effet, premièrement ce n'est pas Lord Grey qui

a proposé le Tribunal d'arbitrage de La Haye, mais tout d'abord le gouvernement serbe dans sa réponse à l'Autriche (Livre jaune français n° 49). Cette proposition fut faite à l'Autriche dès le 25 juillet, à un moment donc où il n'était encore nulle part question de troupes russes. Au lieu de prendre cette proposition en considération, le gouvernement autrichien a tout simplement rompu les négociations et déclaré la guerre à la Serbie. Non seulement M. von Bethmann Hollweg n'a jamais trouvé un seul mot pour blâmer cette manière d'agir aussi précipitée que brutale du gouvernement allié, mais il l'a expressément approuvée (Livre blanc, p. 7).

Deuxièmement, le Tribunal d'arbitrage de La Haye fut à nouveau proposé par le Tsar de Russie dans une dépêche à Guillaume II. Cette dépêche porte la date du 29 juillet 1914. Mais comme il a été déjà dit plus haut, le gouvernement allemand ne la jugea pas digne de réponse et ne la fit même pas connaître au peuple allemand. Ce n'est que lorsque le *Moniteur officiel* du gouvernement russe (31 janvier 1915) signala l'existence de cette dépêche, que le gouvernement allemand daigna convenir qu'il l'avait reçue et lui fit place dans la deuxième édition de son Livre blanc. Ce fait seul nous en dit plus long sur la responsabilité de la guerre que le recueil de tous les discours prononcés par le chancelier jusqu'au 9 novembre 1916. Retenons bien ces dates : Le Tribunal d'arbitrage de La Haye fut proposé par la Serbie le 25 juillet et par le Tsar de Russie le 29 juillet 1914. Le chancelier déclara dans son discours du 9 novembre 1916 que la mobilisation générale russe « avait été décrétée dans la nuit du 30 au 31 juillet 1914 », et,

dans son discours du 4 août 1914, que « des troupes russes avaient franchi nos frontières dès l'après-midi du 1er août ». D'où il appert, premièrement que le Tribunal d'arbitrage de La Haye avait été proposé deux fois à un moment où nulle part encore « les troupes russes ne s'étaient mises en branle contre nous », et, en second lieu, que M. von Bethmann Hollweg était contraint de donner une autre version des choses que la version historiquement établie. Car il n'y avait pour lui aucun autre moyen de se débarrasser du fait, éminemment important pour la détermination des culpabilités. que le Tribunal d'arbitrage de La Haye lui avait été proposé, à lui et à son collègue viennois, à un moment où *aucunes* troupes russes ne s'étaient encore ébranlées contre nous.

Le chancelier fit de plus valoir dans son discours qu'il avait exercé à Vienne une pression en faveur de la paix et qu'il avait conseillé d'accepter la proposition de médiation de Grey. Il s'appuie pour cela sur deux dépêches. Il dit en parlant de la première : « On connaît l'instruction que j'ai donnée le 30 juillet à notre ambassadeur à Vienne. » Le chancelier a déjà donné le texte de cette instruction dans son discours du 19 août 1915. Il ajouta alors qu'il avait fait paraître cette dépêche dans la presse anglaise peu de temps avant que la guerre n'éclatât. Et effectivement elle a été imprimée dans la *Westminster Gazette* du 1er août 1914. A part cela, elle ne figure dans aucun recueil de documents officiels et moins encore dans le Livre blanc allemand. Le dossier des faits relatifs à cette dépêche se réduit donc à ceci : Elle fut publiée le 1er août 1914 dans un seul journal anglais, et nulle

part ailleurs. Ce n'est que douze mois plus tard que la chancelier allemand revendiqua la publication de cette dépêche comme son fait. Des historiens anglais ont déduit de cette curieuse anomalie qu'il ne s'agissait là que d'un document fictif, qui fut inséré dans ce journal anglais, au moment critique, à seule fin de dissuader l'Angleterre de faire la guerre, c'est-à-dire d'éveiller l'impression que le gouvernement allemand avait sérieusement appuyé à Vienne la proposition de médiation de Grey. Mais que ce document soit fictif ou non, un fait est certain, c'est que le gouvernement allemand n'a pas su expliquer de façon plausible pourquoi cette dépêche est absente de tous les recueils de documents officiels. Aucun homme d'Etat qui sent que le droit est de son côté et qui se trouve dans une situation aussi difficile que celle où se trouvait alors le chancelier allemand, ne peut avoir intérêt à cacher des documents de cette nature pendant plus d'une année. Car dès le début de la guerre, le chancelier fut accusé de toutes parts de n'avoir pas exercé à Vienne une action modératrice et conciliante, et d'avoir ainsi rendu la catastrophe inévitable. Pourquoi, — puisque ces documents pouvaient démontrer le contraire, — ne les a-t-il pas révélés plus tôt, à un moment où personne encore ne pouvait douter de leur authenticité ?

Cette remarque s'applique aussi et dans une bien plus grande mesure, à la seconde dépêche que le chancelier cita pour la première fois dans son discours du 9 novembre 1916. Après vingt-sept mois de guerre, voici qu'il exhiba tout à coup une dépêche à son ambassadeur à Vienne, où il est dit, entre autres choses: « Le prestige politique de l'Autriche-Hongrie et l'honneur de son armée, ainsi que ses exigences justifiées à

l'égard de la Serbie pourraient être suffisamment assurés par l'occupation de Belgrade ou d'autres localités. Nous devons, par conséquent, conseiller expressément au Cabinet de Vienne d'accepter l'arbitrage aux conditions énoncées, faute de quoi la responsabilité de ce qui pourrait s'ensuivre serait, pour l'Autriche-Hongrie et pour nous, extrêmement lourde. » Nous regrettons seulement que le chancelier n'ait pas indiqué la date exacte à laquelle il a envoyé cette importante dépêche à Vienne. Il a dit seulement : « J'ai alors télégraphié à Vienne. » *Alors !* comme si une indication de date aussi précise que possible n'était pas ici de la plus grande importance ! Ceci d'autant plus que ce télégramme (comme aussi le télégramme sus-mentionné) ne peut être inséré nulle part dans l'échange de dépêches qui eut lieu. Que l'on essaie un peu de procéder à cette insertion, et l'on trouvera que, où qu'on tente de placer le télégramme, son contenu est en contradiction flagrante avec d'autres documents allemands antérieurs (avec le nº 12 du Livre blanc, par exemple, où le chancelier déclare expressément à son ambassadeur à Londres : « Il nous est impossible de traîner notre allié, en train de s'expliquer avec la Serbie, devant un tribunal européen. »).

Mais il est une autre question plus importante encore que celle de savoir pourquoi ces dépêches n'ont pas été publiées plus tôt et pourquoi elles contredisent aussi ouvertement d'autres actes diplomatiques allemands : Quelles réponses l'Autriche-Hongrie a-t-elle données à ces dépêches ? Depuis le temps que nous cherchons ces réponses, nous n'avons encore réussi à en découvrir aucune.

Il n'y a ici que deux alternatives possibles : ou bien le gouvernement autrichien n'a pas tenu le moindre compte de ces suggestions allemandes et a commis une offense grossière envers le cabinet allié de Berlin ; ou bien il a sincèrement cherché à s'y conformer et il n'y a aucune raison de nous cacher les documents qui le prouvent clairement. Or ces documents font défaut.[1]

Il est donc historiquement établi que le gouvernement autrichien n'a pas tenu compte des conseils qui lui ont été adressés de Berlin. Et si, malgré les doutes que nous exprimions plus haut, nous admettons l'authenticité de ces dépêches (comme quoi le gouvernement allemand aurait effectivement exercé une pression à Vienne dans le sens indiqué), il résulte logiquement de là que ces mêmes dépêches, envoyées à l'ambassadeur de Vienne, grâce auxquelles le chancelier allemand cherchait à se justifier, constituent en réalité une charge nouvelle pour lui et ses alliés. Car, comme il est démontré que l'Autriche n'a aucunement accédé à ces propositions (voir aussi l'article

[1] Voici un exemple de la manière dont le chancelier jongla avec les faits : Il ose prétendre, dans son discours du 9 novembre 1916, que le n° 51 du Livre rouge autrichien (note du comte Berchtold aux ambassadeurs autrichiens à Londres et Petrograd) est la réponse à ces instructions envoyées à Vienne. Mais il a pris grand soin de ne citer qu'une partie de ce n° 51 et de laisser le troisième paragraphe entièrement de côté. Or il ressort de ce troisième paragraphe du n° 51 que ce n° 51 est la réponse de l'Autriche (réponse d'ailleurs insignifiante) au n° *84* du Livre bleu anglais (proposition d'une conférence à quatre à Londres) et ne peut donc en aucune façon être considérée comme une réponse ou une manière d'obtempérer aux instructions envoyées « alors » de Berlin à Vienne (car celles-ci — cela ressort de leur contenu — se rapportent au n° *88* du Livre bleu anglais : action médiatrice des puissances après l'occupation de territoires serbes par l'Autriche).

officieux du gouvernement autrichien dans le *Pester Lloyd* du 27 mai 1916, cité plus haut), il découle de là, premièrement une preuve évidente des velléités belliqueuses du gouvernement allié autrichien ; et deuxièmement le rejet des conseils du cabinet allié de Berlin, rejet qui était une offense directe à l'adresse de l'Allemagne. Supposons que A soit l'allié de B ; B a une querelle avec C, et A lui conseille sérieusement de se garder de tout excès, car il n'a nullement envei de faire la guerre pour ses beaux yeux ; mais B envoie ces bons conseils à tous les diables parce qu'il est décidé d'avance à « n'aller à aucune conférence », même si C avait renoncé à mobiliser ou interrompu sa mobilisation. A-t-il dans ce cas encore l'obligation d'aider B malgré tout ? N'a-t-il pas bien plutôt le droit de s'indigner de l'entêtement et des velléités belliqueuses de B et de l'abandonner à son sort ?

De deux choses l'une : ou bien le chancelier allemand a préconisé sérieusement à Vienne l'acceptation des propositions de médiation de Grey ; et alors, puisque l'Autriche ne l'écoutait pas, il avait le devoir moral — au nom de la paix — de se détourner d'un allié aussi belliqueux. Ou bien ces dépêches (si elles sont authentiques) n'étaient qu'une comédie préparée à l'avance.

Nous le répétons : ce chancelier est une singularité dans l'histoire du monde. Nous ne connaissons du moins aucun autre exemple d'un homme d'Etat qui s'accuse constamment lui-même dans son effort pour justifier ses actes.

Le célèbre discours du chancelier du 9 novembre 1916 est surtout dirigé contre Lord Grey, alors

ministre anglais, et contre son discours du 23 octobre 1916. Après avoir prouvé l'innocence de l'Allemagne de la manière que nous venons d'expliquer, ce fut pour lui une tâche agréable que de réfuter cette assertion de Grey : l'annonce prématurée de la mobilisation allemande par le *Lokal-Anzeiger* (Berlin, 30 juillet 1914) avait été en somme une « dépêche d'Ems », par laquelle le gouvernement allemand avait voulu provoquer la mobilisation immédiate de la Russie. Cette supposition du ministre anglais n'était pas des plus avisées et elle ne pouvait aucunement aider à fixer la question de la culpabilité. Nous croyons volontiers M. von Bethmann Hollweg quand il dit que le gouvernement allemand n'eut rien à voir à la publication de cette nouvelle prématurée dans le *Lokal-Anzeiger*. Il avait donc le droit de déclarer : « Nous ne redoutons aucun tribunal » et d'opposer une preuve plausible à la suspicion de Grey.

Cette partie du discours de Grey et de la réfutation bethmannienne était donc tout à fait superflue. Il n'y a jamais eu dans l'histoire du monde de si nombreuses et si évidentes « dépêches d'Ems » que dans le laps de temps du 23 juillet au 5 août 1914; étant donné cette abondance, Lord Grey n'avait vraiment pas besoin d'en inventer une de plus, en laissant de côté les cas authentiques. Les peuples européens entendaient alors par « dépêche d'Ems » la manœuvre que Bismark a inventée en 1870 et décrite avec force détails dans ses *Pensées et souvenirs*. Elle consistait essentiellement à provoquer l'adversaire à la guerre par des documents officiels faussés, dénaturés ou même inventés, et à préparer du même coup les esprits à une guerre préméditée. Pour se convaincre

de cette surprenante vérité que du 23 juillet au 5 août 1914 une douzaine au moins de ces dépêches d'Ems ont été fabriquées et publiées, il suffit de prendre en mains un quelconque des journaux allemands ou autrichiens de ces sombres journées. Il s'agissait pour les gouvernements allemand et autrichien, à la fin de juillet et au commencement d'août 1914, de présenter au peuple une guerre manifestement offensive (on peut l'appeler aussi : préventive), comme une sainte guerre défensive et d'enflammer ainsi l'enthousiasme patriotique sans lequel aucun Etat moderne ne peut faire la guerre. Ce but fut atteint au moyen de plusieurs « dépêches d'Ems ».

Qu'on prenne par exemple l'« information semi-officielle » du bureau de la presse viennoise du 28 juillet 1914 (Livre jaune français, nº 75 bis). qui fut publiée dans tous les journaux austro-allemands et qui interprêta au peuple la réponse serbe comme si elle constituait une provocation belliqueuse à l'adresse de l'Autriche et obligeait le peuple à prendre les armes pour défendre sa patrie menacée.

« Dépêche d'Ems » aussi, la publication de la réponse serbe dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 29 juillet 1914. Cette publication ne se fit que le 29 juillet — quoique la note fût déjà datée du 25 et que le texte en fût parvenu à Vienne et à Berlin le matin du 26 au plus tard. Elle était de plus entrelardée de « remarques », ce qui est absolument déplacé quand on publie des documents de ce genre. Ainsi donc, la réponse serbe ne fut publiée en Allemagne qu'après que l'Autriche avait déjà déclaré la guerre à la Serbie; c'est dire qu'on mit le peuple en présence d'un fait accompli. Et comme on redoutait que la

réponse serbe ne fît, malgré tout, une impression trop favorable sur le lecteur, on la « dénatura » à l'aide de « remarques » dans le but clairement reconnaissable de prévenir le jugement du lecteur et de lui faire accroire que le gouvernement serbe avait eu une attitude vile et ne tiendrait pas ses promesses. Pourquoi ces remarques ? A quoi visaient-elles, sinon à masquer les dispositions conciliantes du gouvernement serbe et à justifier une déclaration de guerre qui était précisément injustifiable pour qui s'en tenait à la lecture sans commentaire de la réponse serbe ?

Voici une autre « dépêche d'Ems » d'une toute autre allure : c'est la « déclaration officielle sur la façon d'agir de la France », que l'on trouvera dans tous les journaux allemands.

« Berlin, 3 août (information officielle). — Les troupes allemandes s'étaient jusque là abstenues de franchir la frontière française, conformément aux ordres reçus. Par contre, les troupes françaises attaquent nos postes-frontière depuis hier, sans que la guerre soit déclarée. Elles ont franchi la frontière allemande en plusieurs points, quoique le gouvernement français nous ait promis, il y a quelques jours à peine, de maintenir une zone de dix kilomètres non garnie de troupes. Des compagnies françaises occupent depuis hier des villages allemands, des aviateurs ont jeté des bombes en Bade et en Bavière et pénétré jusque dans la province rhénane en survolant le territoire belge, au mépris de la neutralité, afin de tenter la destruction de nos voies ferrées. La France a donc commencé l'attaque contre nous. La sécurité de l'Empire exige que nous prenions des mesures en conséquence. L'empereur a donné les ordres nécessaires.

L'ambassadeur allemand à Paris a mission de demander ses passeports. »

Il ne s'agit plus ici d'une simple interprétation, d'une simple dénaturation de documents officiels, comme dans les deux premiers cas, mais (nous le savons aujourd'hui pertinemment) d'une invention de toutes pièces. Tout Allemand avait alors l'habitude de croire aveuglément aux « informations officielles » de son gouvernement ; aussitôt qu'il eut lu dans tous les journaux et entendu de la bouche même du chancelier (séance du Reichstag du 4 août) que « la France nous avait effectivement attaqués », il courut aux armes, animé d'un saint courroux, pour défendre sa patrie. Le but de cette « dépêche d'Ems » avait été merveilleusement atteint. Or non seulement le gouvernement allemand s'est abstenu de prouver l'authenticité des événements qu'il prétendait s'être passés, mais il a lui-même fourni la preuve du contraire (voir la note, citée plus haut, du général commandant la région de Nuremberg, en date du 3 avril 1916).

Nous qui nous défaisons de toute partialité et de toute passion pour servir uniquement la vérité historique, et qui avons à notre disposition tous les documents d'alors, nous ne comprenons pas pourquoi les hommes d'Etat des pays alors ligués contre l'Allemagne, ont consacré de si longues explications à des épisodes secondaires, comme l'édition spéciale du *Lokal-Anzeiger*, au lieu de rappeler au chancelier allemand ces « dépêches d'Ems » et d'autres semblables. Après vingt-sept mois de guerre, on avait fini par reconnaître, de part et d'autre, qu'il fallait faire dépendre les conditions de paix de la détermination des responsabilités de la guerre. M. von Bethmann

Hollweg et toute la presse allemande s'étaient, heureusement, ralliés à cette conception et avaient offert leur collaboration pour résoudre la question des culpabilités de façon conforme à la raison. Dans ces conditions, les hommes d'Etat des pays de la quadruple Entente n'auraient dû adresser au chancelier allemand que cette *seule* question : par quels faits palpables, avérés, ou susceptibles de l'être, le gouvernement allemand peut-il prouver qu'il a été « effectivement attaqué » ? Au moyen de quels documents vraiment probants peut-il démontrer que ces « informations officielles » des gouvernements allemand et autrichien, dans lesquelles nous voyons des « dépêches d'Ems », n'étaient en réalité *pas* des « dépêches d'Ems » ? Si l'on nous prouve irréfutablement que l'Allemagne a été « effectivement attaquée », et qu'elle fait une sainte guerre défensive, nous sommes prêts à tenir pleinement compte de ce fait dans nos conditions de paix et à conclure une paix qui mette dorénavant l'Allemagne à l'abri d'attaques semblables.

Si d'autre part M. von Bethmann Hollweg ne « redoutait aucun tribunal » et était également d'avis que le commencement des négociations de paix doit être subordonné à la détermination des culpabilités (qu'il ne faut d'ailleurs aller chercher que dans le laps des 12 jours critiques), pourquoi n'a-t-il pas pris les devants, sans attendre d'être en butte à ces questions et à ces suspicions ? Pourquoi ne s'est-il jamais appesanti (comme d'ailleurs ses contradicteurs) que sur des faits isolés et des incidents accessoires des douze jours critiques ?

Guerre d'agression ou guerre de défense ? Telle est la question qui se pose ici. On ne peut pas y répondre

par des affirmations générales, mais uniquement par des faits historiquement démontrés ou démontrables. De deux choses l'une : ou bien M. von Bethmann Hollweg fournit la preuve que ces informations officielles (et son discours au Reichstag du 4 août) n'étaient pas des dépêches d'Ems, mais une présentation des faits conforme à la vérité... auquel cas nous aurions pu rechercher ensuite quel est le degré d'exactitude de sa thèse (d'après laquelle l'Allemagne aurait été traîtreusement assaillie), ou bien il ne fournit pas cette démonstration des faits (et il ne l'a en fait, hélas ! jamais fournie !), et alors il est manifeste que ces informations officielles sont inventées de toutes pièces et ne pouvaient avoir qu'un but : celui de représenter au peuple allemand une guerre d'agression caractérisée comme une guerre défensive. Or si la démonstration en est faite (et elle l'est aujourd'hui), tout ce que le Chancelier allemand a dit de la mobilisation générale russe, de ses efforts pour exercer à Vienne une pression en faveur de la paix, etc., tout cela est à l'avance nul et non avenu et il est par conséquent inutile de le réfuter en règle.

Il est à remarquer que cette question des responsabilités de la guerre offrait aux hommes d'état et aux politiciens d'alors tant d'occasions de parler et d'écrire et que néanmoins des années s'écoulèrent avant qu'elle ne prît corps comme il l'eût fallu dès le début. Car la détermination de la responsabilité eût été tout aussi facile alors que maintenant. Cinquante ans presque se sont écoulés depuis, et pourtant nous ne possédons aujourd'hui aucun autre document essentiel sur les évènements des douze jours critiques d'alors que nos ancêtres de la grande guerre. Si les hommes

d'état d'alors s'étaient donné la peine de parler clairement et sans ambiguïté sur la responsabilité et le but de la guerre ; si, au lieu de rebattre les oreilles de leurs contemporains de leurs prolixes explications sur des incidents de détail, ils avaient partout extrait aussitôt les points essentiels et posé des questions précises auxquelles la partie adverse eût dû répondre avec la même précision, la guerre mondiale aurait probablement été abrégée de plusieurs mois. Au lieu de cela, parallèlement à la guerre des canons et des baïonnettes, une guerre sans issue et vraiment fastidieuse des plumes et des langues continua de faire rage à propos d'une question qu'on eût pu facilement résoudre, tel un problème juridique très simple.

* * *

Il appert donc irréfutablement du dossier des preuves diplomatiques et plus généralement historiques qui nous sont aujourd'hui (et nous étaient dès alors) accessibles, que cette guerre terrible n'était pas une nécessité et une fatalité, mais un acte de volonté et de préméditation, en tous cas pas une sainte guerre défensive de l'Allemagne contre des agressions ennemies.

Une étude attentive de la littérature allemande d'alors a d'ailleurs achevé de nous convaincre, malgré nous, que l'Allemagne faisait manifestement une guerre de conquête. Nous faisons ici totalement abstraction du fait historique que la Prusse n'a jamais fait une guerre victorieuse sans acquisitions en territoires ou en espèces. Quoique ce soit là un trait curieux, que la Prusse ne partage avec aucun autre pays, nous n'avons que faire ici d'y vouloir chercher une preuve. Mais si — comme c'est le cas dans cette guerre — un

pays « effectivement attaqué » exhibe des projets d'annexion monstrueux qui trouvent un grand écho dans le peuple et sont regardés d'un œil manifestement bienveillant par les hommes d'état dirigeants, cependant que ce même pays jure ses grands dieux qu'il a été cruellement assailli, on est pris de quelques doutes. Celui qui parle, d'un seul coup de gosier, de défensive et de conquête (comme par exemple les intellectuels et les politiciens allemands d'alors) n'invoque manifestement l'idée de défensive que comme prétexte.

A peine les premiers coups avaient-ils été assénés contre la pauvre Belgique, que déjà les gens les mieux qualifiés en Allemagne réclamaient l'annexion de la Belgique. Les trente premiers mois de la guerre mondiale avaient été dans un certain sens victorieux pour Al'llemagne, mais le gouvernement allemand avait de bonnes raisons d'interdire la discussion des buts de guerre. Tout d'abord il ne pouvait vraiment pas, en faisant connaître aussitôt ses intentions de conquête, traiter lui-même de fable la fable, déjà si péniblement élaborée, de la guerre défensive. En second lieu, il vit fort bien que la guerre n'était pas terminée et qu'une fois le premier choc voué à l'insuccès, il ne serait jamais plus question d'annexer quoi que ce fût. Rien n'y fit. Plus les apparents succès de l'Allemagne se succédaient les uns aux autres, plus se succédèrent les appels qui assaillirent le pauvre Chancelier pour le décider à autoriser la libre discussion des buts de guerre. Et comme l'habileté la plus élémentaire lui ordonnait de se taire, puisque l'ours, dont ces enivrés de victoires partageaient constamment la peau, n'était même pas encore abattu, ils le suspectèrent et l'insul-

tèrent de la façon la plus vile. Et l'Allemagne offrit alors au monde un spectacle aussi ridicule que déshonorant.

Le peuple allemand croyait faire une guerre sainte pour se défendre contre une infâme agression du *Syndicat de partage des pays* (tel était le nom qu'on donnait en Allemagne à la Triple-Entente) ; et il lui fallut assister, pendant deux longues années (tant que la situation militaire fut favorable à l'Allemagne) à la formation presque journalière de nouveaux syndicats de partage, en Allemagne. Les uns rêvaient une « plus grande Allemagne » qui s'étendrait d'Anvers jusqu'à Bagdad, les autres, la « délivrance » des Flamands, des Baltes, des Polonais et des Lettons, d'autres encore, l'acquisition de riches gisements de charbon et de minerai de fer dans le Nord de la France, celle des colonies françaises de l'Afrique septentrionale, l'établissement d'un empire maritime et mondial de l'Allemagne et bien d'autres merveilles encore [1]. Par bonheur pour l'Europe, leur gloutonnerie ne fut pas satisfaite, grâce à l'issue de la guerre. Car si leurs plans avaient été réalisés, plus de cette Europe pacifique que nous avons depuis cinquante ans et que nous nous efforçons d'entourer de garanties de paix toujours plus sûres pour le bien des générations à venir ! Nous serions revenus à l'ancien état de choses, aux armements gigantesques et à la politique

[1] Dès l'été de 1915, six des associations économiques allemandes les plus connues (Ligue des agriculteurs, Ligue des Paysans allemands, Ligue des Paysans Westphaliens, Association centrale des industriels allemands, Ligue des industriels et Association des classes moyennes de l'Empire d'Allemagne) réclamèrent l'annexion de la Belgique, du Nord de la France, des provinces baltiques, etc., etc., dans une pétition au Chancelier. Une pétition des professeurs de lycées et collèges d'Allemagne émit des revendications semblables. Une pétition au Bundesrat qui date de mars 1916 (*Directives à*

de violence qui sévissaient en Europe de 1871 à 1914, pour le malheur des peuples. Car le plus sûr moyen de préparer les guerres et de les rendre « inévitables » est de procéder à des annexions contre la volonté des annexés.

Les plans de conquête des Pangermanistes d'alors (ainsi les appelait-on) étaient si monstrueux qu'un ministre des finances qui aurait eu l'idée de taxer la folie des grandeurs des Pangermanistes — en imposant, par exemple, un mark chaque mètre carré de territoire que ces messieurs désiraient annexer — aurait couvert tous les frais de guerre de l'Allemagne grâce à cette taxe sur les annexions, et réduit des personnages comme Rohrbach, Bassermann, Chamberlain, Reventlow, Harden et cent autres à coucher sur la paille.

Il fallut les « victoires » allemandes des 30 premiers mois de guerre pour nous faire bien saisir ce qu'avaient d'effrayant et de démesuré les convoitises territoriales des Pangermanistes. Certains livres qui formulaient les revendications annexionnistes les plus insensées furent tirés à 200,000 exemplaires et plus. De nombreux socialistes allemands, qui jusque-là passaient

*suivre en vue d'une paix durable*) réclame l'annexion de la Belgique, l' « acquisition d'une frontière aussi favorable que possible au point de vue militaire et entraînant pour nous la possession des régions minières qui nous sont indispensables » (ceci pour la France !), le « refoulement aussi complet que possible de la Russie hors des territoires non peuplés de grands-Russiens », « la cession à notre profit d'un domaine colonial aussi homogène que possible en Afrique », etc., etc. — Un recueil exposant les exigences annexionnistes allemandes a paru à la librairie Payot et Cie, Lausanne (*L'Allemagne annexionniste*, par S. Grumbach). Les documents authentiques groupés dans ce volume sont d'une prodigieuse abondance et de nature à faire rougir tout allemand à tendances démocratiques.

pour des esprits équilibrés, succombèrent à cette maladie enfantine. Des gens comme Lensch, Kolb, Geck, Adelung, Quark, Landsberg, Südekum, Heine, Hänisch et bien d'autres prétendus socialistes, souillèrent cyniquement le testament de leurs grands ancêtres Marx et Bebel et parlèrent, tel le premier Pangermaniste venu, d'« améliorations de frontière », « de sécurités pour notre existence », de « garanties contre toute agression future », etc., etc. [1].

A un moment où la guerre avait déjà pris une tournure épineuse pour l'Allemagne, des princes comme le roi de Bavière, des associations industrielles et économiques estimées, des journaux et des politiciens dirigeants, continuaient de réclamer des conquêtes et un accroissement de la force allemande avec une ingénuité qui nous prouve que le Ridicule et le Barbare passaient encore pour du Patriotisme dans l'Allemagne officielle de cette époque [2].

[1] Voici ce qu'écrit par exemple le député Hänisch (*Vorwärts*, 6 sept. 1916) : « Quant aux annexions si souvent évoquées, je n'ai pour ma part jamais fait mystère de ce que j'en pense ; j'estime qu'un recul considérable de nos frontières vers l'est — disons jusqu'à la ligne du Narew — est un but de guerre digne de tous nos efforts, et conforme à l'intérêt du peuple allemand et particulièrement de la classe ouvrière ». Et quelques phrases plus loin : « Aussi déclaré-je tout uniment qu'à mon avis les buts de paix de la Socialdémocratie doivent coïncider à peu de choses près avec ceux que le Chancelier préconise dans son fameux discours du 9 décembre 1915 et depuis ». Des déclarations semblables, émanant de leaders socialdémocrates connus, se trouvent dans les *Sozialistische Monatshefte*, dans le *Hamburger Echo*, dans la *Chemnitzer Volksstimme* et dans d'autres organes du parti.

[2] Même lorsque la situation militaire fut déjà devenue si désespérée que le Chancelier dut déclarer dans son discours précité du 9 novembre 1916 qu'il n'avait « jamais été dans notre intention d'annexer la Belgique », les orateurs centristes, nationaux-libéraux et conservateurs persistèrent à réclamer la mainmise politique, militaire et économique de l'Allemagne sur la Belgique.

Aujourd'hui que nous connaissons l'issue, mi-heureuse, mi-malheureuse, de cette guerre mondiale pour l'Allemagne, toute cette littérature monstrueuse n'éclaire pas seulement sous un jour regrettable le ridicule et la hâblerie de ceux qui péroraient alors au nom de la nation allemande, mais elle est surtout, comme je l'ai dit, le démenti le plus clair que ces personnages eux-mêmes aient opposé à la thèse officielle d'une sainte guerre défensive. On sourit vraiment de la naïveté de ceux qui persistent à hésiter sur le vrai sens de cette guerre, alors qu'il existe cette monstrueuse littérature dans laquelle le rapt de territoires et d'argent est présenté comme le résultat tout naturel d'une « sainte guerre défensive qui nous a été imposée ».

Il n'était alors, autant que nous puissions nous en rendre compte, qu'un seul personnage considérable en Allemagne, qui osât rester ouvertement fidèle à ses anciennes idées, c'est-à-dire qui appelât par son nom la guerre de conquête si longtemps désirée, lorsqu'elle eut enfin éclaté : Maximilien Harden. Il écrivit en effet :

« Cessez donc vos tentatives lamentables pour excuser l'acte de l'Allemagne. Cessez aussi d'insulter bassement vos ennemis.

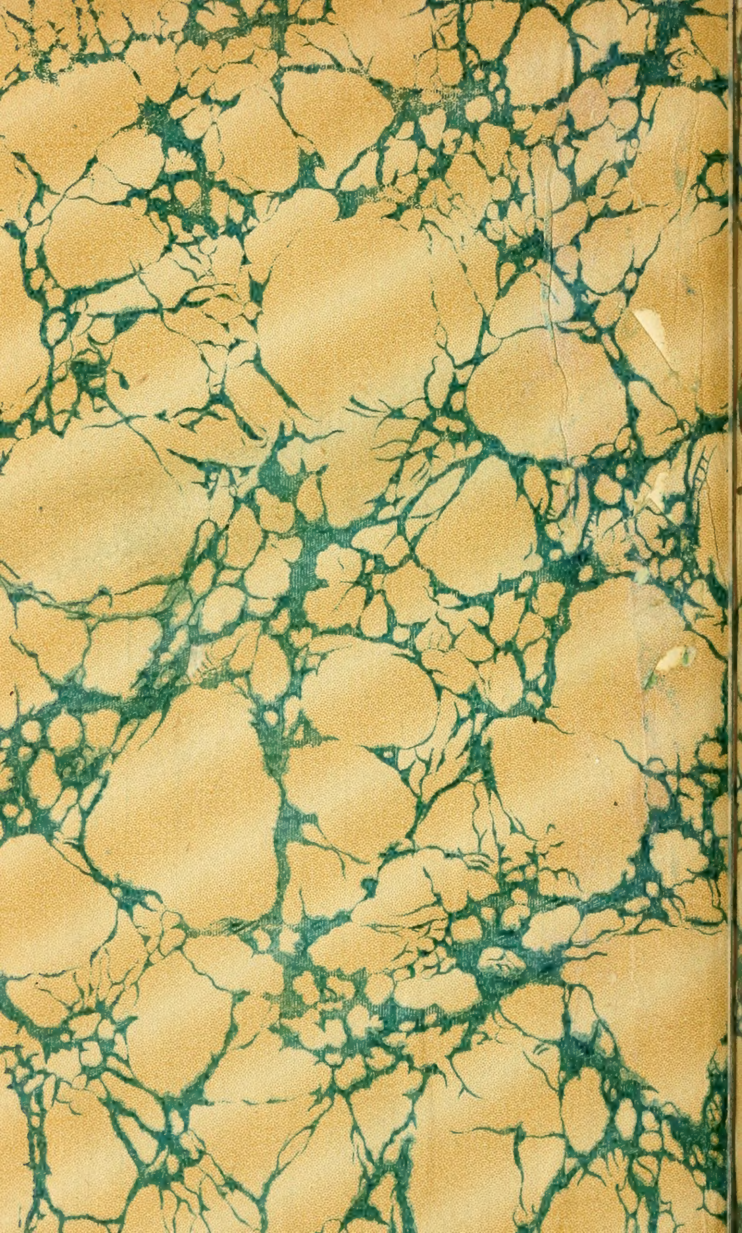
« Nous n'avons pas été les dupes innocentes d'une attrape grossière lorsque nous avons eu la formidable audace de commencer cette guerre. *Nous l'avons voulue*. Parce que nous devions la vouloir et que nous pouvions la vouloir. Puisse le diable des Teutons étrangler les geigneurs qui, en suppliant qu'on leur pardonne, nous rendent ridicules au milieu des merveilles de ces grands événements. Nous ne comparaissons pas, et ne nous présentons pas, devant le

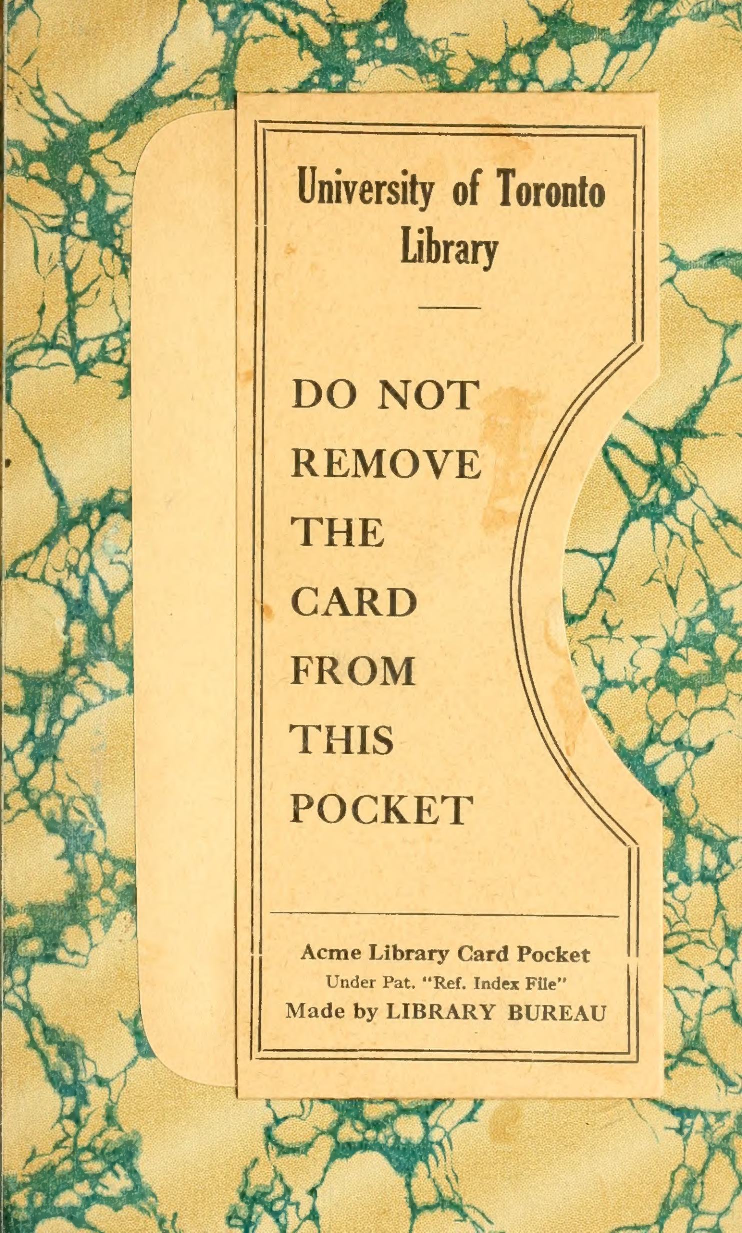
tribunal de l'Europe. Notre force créera un droit nouveau en Europe. L'Allemagne assène ses coups. Si elle assure à son génie la conquête de nouveaux districts, le sacerdoce de tous les Dieux approuvera la bonne guerre...

« Nous ne faisons pas la guerre pour châtier des pécheurs, pas non plus pour délivrer des peuples asservis et nous rissoler dans la conscience de notre noble désintéressement. Nous la faisons avec la conviction ferme comme le roc que l'Allemagne, qui a fait de tels exploits, peut revendiquer et doit exiger plus d'espace sur terre et de nouveaux champs à son activité. L'Espagne et les Pays-Bas, Rome et les Habsbourg, la France et l'Angleterre ont possédé à titre souverain et colonisé de grandes étendues du sol le plus fertile. C'est l'heure de l'hégémonie allemande qui a maintenant sonné. » (*Zukunft*, 17 octobre 1914).

En effet, les origines diplomatiques de cette guerre mondiale, les contradictions et les faux accumulés et avoués par le gouvernement allemand lui-même au sujet de cette « attaque effective », ainsi que la gigantesque littérature annexionniste et le délire d'annexions qui sévit jusque dans les rangs des socialistes allemands, tout cela nous force à la conclusion affligeante, certes, pour nous autres Allemands, mais irrécusablement justifiée par l'histoire, qu'aucune guerre de l'époque moderne n'a encore porté la marque aussi nettement imprimée de « guerre de conquête » que celle que l'Allemagne a commencée le 1er août 1914 contre la moitié du monde.

---





University of Toronto
Library
DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET
Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

